

**WIN
WIN
WIN**

**Pour un New Deal
écologique**



**REFAIRE LE MONDE
PLUTOT QUE LE DETRUIRE**

Les cinq principes du Sink Tank

Parmi les crises que nous traversons, le bouleversement climatique est la seule qui nous **impose d'agir**.

Tous les scientifiques l'affirment : si nous n'avons pas totalement repensé nos modes de production avant le milieu du siècle (*disons, 2048*), nous habiterons une planète invivable d'ici la fin du siècle (*vers 2084*). Or, paralysés par une économie et une politique à bout de souffle, **nous n'arrivons même pas à faire le minimum**, comme respecter nos engagements de l'Accord de Paris.

Soyons clairs : nous n'y arriverons pas.

L'effort est trop important. Si nous voulons vraiment éviter le pire, il faut changer radicalement.

Pour rendre possible l'impossible, le Sink Tank explore la voie d'une injection d'argent massive et inédite, à tous les étages de la société, selon cinq principes :

1. Pour qu'un changement radical soit accepté par la majorité, il faut bousculer notre **société de consommation** le plus profondément possible, sans y renoncer, et sans faire peur avec une révolution anticapitaliste dont personne ou presque ne veut.
2. Pour faciliter la révolution écologique, il faut repartir sur des bases plus saines, renouveler notre **contrat social**. Nous proposons le remplacement de tous les impôts sur les particuliers par un **impôt sur les revenus et le patrimoine**, identique pour tous, pour financer les services publics essentiels.
3. Pour une consommation responsable, remplacer tous les impôts sur les entreprises par une **taxe unique sur l'impact environnemental**. À chacun de payer selon sa responsabilité, selon son empreinte. Cette taxe permettra de financer massivement la révolution écologique : recherche scientifique, investissements dans les infrastructures, subventions...
4. Pour soutenir la transition et faciliter la consommation et l'emploi responsables, remplacer les prestations sociales par un **revenu citoyen** de 900 € par adulte et 300 € par mineur, versé à tous sans condition, et financé par une pure **création monétaire**.
5. Pour que la révolution écologique ait lieu, il faut combattre les dogmes existants. Toutes nos réflexions sont donc portées sous forme de **dialogue, citoyen, en langage familier**. Pour que ça parle à chacun et que chacun en parle, pour que la question écologique soit, enfin, incontournable.

QUI ME PARLE ?

Une note éditée et publiée par

Le Sink Tank

www.lesinktank.org

Nos textes sont écrits sous forme de dialogue, en langage le plus familier possible, et le plus souvent anonymes. Le dialogue se prêtant mal à l'écriture inclusive, nous conservons parfois une écriture genrée. Cependant, le genre de l'auteur-e et de l'interlocuteur-riche varie selon les publications, et les tournures neutres (épiciènes) sont privilégiées.



Cette note est sous licence
creative commons CC-BY-NC-ND

Vous pouvez partager, copier, reproduire, distribuer, communiquer l'œuvre, par tous moyens, sous tous formats, sauf à des fins commerciales, sans modification et dans son intégralité.

*Pour toute utilisation, il est obligatoire de citer : **Le Sink Tank (www.lesinktank.org)**.*

*Par ailleurs, l'éditeur autorise les utilisations supplémentaires suivantes : les citations, longs extraits et reproductions partielles sont autorisés aux mêmes conditions (citation de l'auteur : **Le Sink Tank (www.lesinktank.org)**, et absence de but commercial).*

Pour toute modification, adaptation ou traduction, prenez contact avec le Sink Tank.



LES AUTRES NOTES DU SINK TANK

Penser la révolution
écologique

(002)

Win win win

pour un New Deal écologique

(003)

TVA vs TVE

pour une responsabilité
environnementale 100 %

(004)

Money Money Money

pour un revenu citoyen financé
par création monétaire

Agir pour la révolution
écologique

(001)

Sink Tank

c'est quoi, ce think tank ?

Toutes nos publications sont disponibles en téléchargement gratuit sur :

www.lesinktank.org



NOTE 002

**WIN
WIN
WIN**

**Pour un New Deal
écologique**



Ça va, toi ?

Bah je sais pas, oui, bien, sans plus, pourquoi ?

Bin je sais pas, la société, la politique, quand même ! Les infos sont pas réjouissantes.

Nan mais d'accord mais à ce compte-là ça fait un moment que c'est compliqué...

Je suis bien d'accord, c'est pour ça que moi j'ai un coup de mou.

L'inflation, la guerre, les forêts qui brûlent par milliers d'hectares, c'est l'édition 2022 du merdier ambiant. Mais ça monte depuis un bon moment. Des gens ont été éborgnés, confinés puis vaccinés, on en pense ce qu'on veut, les cicatrices sont là. On a tiré des gens au sort pour les faire travailler en Convention Citoyenne pour le Climat, mais le gouvernement a préféré retirer la parole donnée. Le Rassemblement national est en force à l'Assemblée, ses cousins ont gagné en Suède et en Italie, après la Pologne et la Hongrie, et ils poussent partout ailleurs, ses idées sont presque hégémoniques, les mots « valeurs



de la République » sont devenus synonymes de stigmatisation et/ou de gaz lacrymogène.

Mais ça pousse depuis si longtemps, depuis au moins vingt ans, depuis que les résultats des référendums sont mis à la poubelle, depuis que les services publics sont démolis au nom de la modernisation, pendant que les entreprises sont arrosées de milliards d'euros de subventions au nom de la compétitivité.

Woh woh woh, tu fais de la politique là, je croyais que vous étiez un think tank apolitique ?

Je pose là cette intro, fais-en ce que tu veux, tu n'es peut-être pas d'accord avec tout, peut-être avec rien du tout, mais ce sentiment, c'est celui d'une bonne partie de la population.

Il n'empêche, tu as raison, et j'allais d'ailleurs y venir, qu'une autre bonne partie de la même population te dira sûrement que si on est dans la merde, c'est parce qu'on ne peut rien faire en France, que les impôts nous écrasent, que les gens sont trop protégés, qu'il faut secouer tout ça pour libérer les énergies. Peut-être qu'ils te diront qu'il y en a marre des cassocés, des gauchissas et des pourris.

Mais ça pousse depuis encore bien plus longtemps, peut-être bien depuis quarante ans, depuis que le néo-libéralisme a remis les Trente Glorieuses au rang de souvenir, depuis que la gauche applique des programmes de droite, depuis que la droite prétend faire du social et depuis que l'extrême-droite fait comme si elle défendait le peuple. Et la fatigue de ceux-là n'est pas moindre que celle d'en face.

Et alors, t'es bien gentil mais quoi on va parler politique là ?

Attends, j'ai pas fini le raisonnement.

Tu parles d'un raisonnement ! Tu voulais en venir quelque part ?

Là où je voulais en venir, c'est que peu importe dans quel camp de notre société pulvérisée tu te trouves, ce qui est sûr c'est que la



catastrophe climatique va mettre tout le monde d'accord, et pas pour le mieux dans le meilleur des mondes : il va bien falloir qu'on se mette sérieusement à la transition écologique.

Euh, mettre tout le monde d'accord, c'est toi qui le dis. Moi le réchauffement, j'y crois qu'à moitié, il y a des scientifiques qui...

Attends, je te coupe mais c'est moi qui ne te crois qu'à moitié : si tu lis cette note, c'est que tu n'es surement pas climato-sceptique... Et si tu l'es, tant pis on ne peut presque rien pour toi, et puis en vérité ce n'est même pas le problème¹.

Non mais que j'y crois ou non, le problème, c'est que ta transition écologique c'est un truc de gauchiasse, c'est un truc d'Amish en chandail dégueu. Ou alors si c'est pour faire chier les viandards avec ton écologie punitive, c'est non merci, c'est ciao.

Eh oui, ta réaction, c'est celle de pas mal de monde.

Dans ce merdier qu'est devenu notre société, avec tant de tensions, avec la fatigue générale de tout le monde, et malgré un appauvrissement de beaucoup d'entre nous, il va bien falloir s'y mettre, pourtant.

Merde.

Eh oui, au boulot.

Il va falloir faire des efforts. La crise écologique, qui grossit depuis des dizaines d'années, ne va pas se résoudre toute seule. Il va falloir faire *quelque chose*. Mais je suis, comme toi, sans force face à l'ampleur de la tâche qui nous attend.

Parce que ça ne va pas venir tout seul dans l'esprit de nos responsables politiques. C'est peu dire qu'ils peinent à rassembler la confiance des électeurs. D'alternance perpétuelle en référendum, d'abstention de plus en plus massive à un vote

¹ Pour comprendre pourquoi, guette la publication de notre future note « *Le pari de l'île pascal* ».



extrême banalisé par des irresponsables jusqu'à notre inédite majorité introuvable des dernières législatives, la nullité politique généralisée laisse entrevoir, dans quelques toutes petites années, cette double réalité : le pays est tellement politiquement épuisé et fracturé que non seulement rien de sérieux ne sera fait pour une réelle transition écologique durant ce mandat, mais qu'en plus nous allons droit vers une catastrophe à la prochaine présidentielle.

Catastrophe, je vois de quoi tu parles, mais pourquoi rien sur la transition écologique ?

Une intuition.

Notre nouveau Gouvernement de notre Président nouvelle édition, qui a annoncé que l'écologie serait sa priorité n°1 n'a, au cœur de cet été incandescent, pas trouvé mieux que de nous demander de faire des « petits gestes ». D'éteindre la wifi pendant les vacances. Nous, *d'éteindre* ? Mais eux sont objectivement complètement allumés. Feux furieux.

Tout de même, l'écologie progresse...

Ah oui alors, tout doucement, tout, tout doucement. On a le temps, pas de panique, rien ne presse.

On peut parler sérieusement ?

C'est sérieux.

Non, ça n'avance pas, pas assez du tout. Mais c'est normal, ça n'avance pas pour de très bonnes raisons. Par exemple, si les propositions de la Convention Citoyenne pour le Climat n'ont pas été retenues, c'est parce que personne n'imaginait qu'elle prendrait des vraies mesures, des choses sérieuses, concrètes, qui impacteraient nos modes de vie, qui nous feraient renoncer à certains trucs, certains luxes. Et, par ailleurs, la recherche de la croissance à tous prix, envers et contre tout, interdit toute mesure un peu contraignante sur les entreprises.



Les politiciens, qui ont déjà zéro crédit, ne vont pas en plus s'aventurer à prendre des mesures *impopulaires* ! Ils sont cons, mais pas bêtes.

Arrête ta démagogie !

Bon, j'en viens au fait, mais j'y étais presque.

Ce portrait est à peine caricaturé. Oui, notre société est très cristallisée, dans un piteux état. C'est finalement l'Union européenne qui est peut-être la plus active en matière écologique, alors que ce n'est pas vraiment sa compétence.

Eh bien oui, c'est bien connu, la transition écologique ne peut passer que par l'Europe !

Non, non, non !

Enfin, on ne va s'engueuler sur tous les sujets : si l'Europe peut avancer et prendre de bonnes décisions, tant mieux. Mais comme toujours avec elle, c'est très long, et les belles annonces finissent par être mitées par les lobbys économiques, pour accoucher de textes souvent décevants. Donc, Europe ou non, ce n'est pas le problème, il faut agir chacun à son échelle, et embarquer le plus de monde possible. Donc nous devons, nous, avancer.

En avant la réforme, alors !

Hmmmm oui... et non...

Comment ça ?

La « réforme », c'est bien gentil, mais tu crois sincèrement que, dans ce champ de ruines, nous avons les moyens de mettre en œuvre la transition écologique ? Par quel miracle va-t-on mettre tout le monde d'accord ? Et puis, la transition, il va bien falloir la financer. Avec quel argent ? Tu en as toi ?

Je ne te suis plus : du coup on ne fait rien ?

C'est l'inverse : à un moment, quand c'est vraiment la merde, il faut changer en profondeur, il faut tout recommencer.



Quand les roues de ton vélo crèvent trop souvent, vient un moment où on ne peut plus mettre de rustines. Il faut changer les pneus.

Les pneus de notre système démocratique, économique et fiscal sont à plat. Pour se remettre en selle, ce qu'on propose, c'est un changement radical, la révolution écologique.

Oui, fini les petites réformes, il faut du lourd, la révolution !

Hmmm, non, pas non plus la Révolution avec des guillotines...

On arrête de mettre des rustines, mais on ne met pas le feu au vélo, et on ne le met pas à la poubelle.

Bon, merde, sois plus clair avec ton vélo foireux.

Ce qu'on propose, c'est une grosse remise à zéro, un « New Deal » pour repartir sur de nouvelles bases.

Ouai ouai, « new deal écologique », « win win win », j'ai vu ça sur la couverture. Qu'est-ce que c'est encore que tes histoires de hipster écoloslip décroissant ?

Non, au contraire, on veut un truc consensuel.

Un New Deal, c'est un nouveau souffle. Tu n'en n'as pas marre, vous n'en avez pas marre, de protester, de jalouser, de compter, de râler, d'avoir peur... ?

Et si, pour une fois, on faisait un truc de dingue : faire bien, tous ensemble ? Et si on retrouvait le souffle des grands moments, la grande politique, plutôt que la gestion du caca quotidien ? Et si on redonnait de vraies couleurs à la « République » ?

Allez, on arrête tous de chouiner, et on t'explique.



New Deal

Si, comme nous, tu fréquentes les hautes sphères de ceux qui savent tout mieux que tout le monde, tu sais que le « *New Deal* », c'est revenu à la mode, chacun y mettant un peu ce qu'il veut.

« *Green Deal* », « *Green New Deal* », nous on dit « *New Deal écologique*. » En tout cas il y a toujours des propositions plus ou moins écologiques, plus ou moins de grands travaux, plus ou moins de plans industriels, c'est plus ou moins orienté politiquement.

Tu as peut-être quelques références en tête dans l'actualité récente. Après des mois et des mois de négociation, Joe Biden a réussi à faire passer à l'été 2022 un « *Plan climat et santé* » (ou « *Inflation reduction Act* ») assez solide (mais moins ambitieux que prévu). De même, toujours à l'été 2022, l'Union européenne a



voté son plan « *Fit for 55* », qui vise à réduire nos émissions de 55 % d'ici 2030, mais il s'agit d'une série de normes (c'est déjà pas mal), et non d'investissements. En France, on a le plan « *France Relance* » de 2020, mais qui n'a rien à voir ni en termes de moyens, ni d'ambition, c'était un sursaut post-Covid mais pas vraiment un plan écologique, pas plus que la Loi Climat de 2021 ne résout quoi que ce soit.

Ce qu'on vise, quand on parle de *New Deal*, c'est, comme Roosevelt pendant la crise des années 1930, quelque chose qui va changer totalement la donne économique (d'où son nom, *New Deal*, « nouvelle donne », pour les anglophobes). On a besoin, fondamentalement, d'un changement de modèle, d'une nouvelle façon d'intégrer l'écologie dans notre économie.

Pourquoi a-t-on vraiment besoin d'un *New Deal*, et qu'est-ce que vous mettez dedans concrètement, te demandes-tu.

Pourquoi a-t-on vraiment besoin d'un New Deal, et qu'est-ce que vous mettez dedans concrètement ?

Bonnes questions.

Comme on vient de se le dire, pour relancer, pour réveiller une société épuisée, on pense qu'il faut proposer quelque chose de vraiment ambitieux. Si les extrêmes nationalistes prolifèrent dans le monde entier, c'est principalement parce que les gens en ont ras-le-bol et qu'ils veulent quelque chose qui rompt avec la mondialisation, en tous cas quelque chose de différent, de nouveau, qui n'a pas été essayé. Ils veulent, en somme, une nouvelle offre politique, après quarante ans de partis de gauche et de droite parfaitement interchangeables.

Notre vision du *New Deal* repose sur trois points fondamentaux.

D'abord, un cap, un objectif : la révolution écologique.

Certes, il y a une frange de la population que l'écologie indispose, mais c'est beaucoup parce qu'elle vit « l'écologie punitive » comme une menace sur son mode de vie. Or, ce que nous voulons essayer de réaliser, c'est de changer toute notre économie, sans se priver entièrement.



Bon courage !

Effectivement, c'est une sacrée affaire.

C'est pour ça qu'on y consacre une note entière, c'est la n°003, « *TVA vs. TVE* », qui t'explique comment notre Taxe sur la Valeur Écologique est la taxe qui change tout, qui permet de consommer au juste prix. La TVE va réguler le quotidien des ménages comme des entreprises.

Et pour changer en profondeur les choses, une vraie planification écologique devra être mise en place, pour réorienter la recherche et les subventions aux entreprises. Cela veut dire arrêter de financer l'économie aveuglément et de concentrer le financement sur son verdissement. L'argent public prendra un nouveau sens, utile pour tous. Ce ne sera plus un soutien masqué à la lutte contre le chômage, ni un soutien masqué aux profits des actionnaires du CAC 40. Ce sera un soutien entièrement conditionné aux investissements verts.

Deuxièmement : des moyens ! un New Deal doit injecter beaucoup d'argent. Le financement de la transition écologique, c'est l'une des raisons principales de l'inaction depuis des années.

Ça, c'est indispensable ! Mais qui va payer ?

L'argent, on va en prendre moins aux entreprises (va voir la même note n°003, c'est toujours la TVE). Et l'argent, on va en prendre moins aux particuliers (on en parle dans quelques pages).

Attends, si tu prends moins d'argent, tu ne peux rien financer !

Une des meilleures façons d'injecter de l'argent, c'est de le laisser dans la poche des contribuables (c'est ce que disent les libéraux en tous cas).

Le modèle qu'on propose diminue donc fortement le total des impôts, taxes et charges payés par les ménages et les entreprises.



Au total, au lieu de payer 1275 milliards d'euros par an², les particuliers et les entreprises n'en verseraient plus que 1050 milliards.

Ça veut dire que plus de 200 milliards seront disponibles chaque année pour que les entreprises investissent dans de nouvelles façons de produire et pour que les particuliers aient de l'argent pour consommer plus intelligemment.

Sur les 1000 milliards environ d'impôt que l'on prélèverait, 650 milliards financeraient les services publics (on s'en parle dans quelques pages) et 400 milliards d'euros seraient consacrés aux dépenses écologiques : un quart pour les services publics écologiques existants (déchets, transports, énergie, eau...).

Et tout le reste, 300 milliards environ, pour investir dans notre New Deal.

Mais c'est énorme ?!? Comment c'est possible ?

C'est possible en supprimant les cotisations et les dépenses sociales : santé (qui deviendrait 100 % gratuite), et surtout allocations chômage, retraite, familiales, handicap et autres.

T'es dingue ?

Non, car on les remplace par un revenu universel.

On t'explique ça en détail dans la note n°004 *Money Money Money* : on veut introduire un **Revenu citoyen** de 900 € par adulte et 300 € par mineur, financé entièrement par **création monétaire**.

Cet argent ne coûterait rien, puisqu'on le créerait, et il permettrait à chacun de s'enrichir ou de décélérer, selon ses préférences.

² Ces chiffres, et presque tous ceux qui suivront, se basent sur les comptes publics arrêtés au 31 décembre 2019, c'est-à-dire la dernière année « normale » avant que le Covid ne bouscule profondément la lisibilité des comptes.



Il permettrait, en tous cas, de conjuguer « fin du monde et fin du mois », sans quoi il n'est même pas la peine d'envisager la transition écologique.

Attends, tu balances trois bombes atomiques en deux pages, là...

Tout à fait. Tu vois, je ne t'ai pas menti, c'est pas une rustine, c'est une bonne claque. Ça fait comme un choc ? C'est le but.

Mais c'est pas réaliste cette histoire...

Eh bien, c'est ***notre troisième point***, qui est sans doute le plus important, mais le plus difficile à expliquer rationnellement : ***il faut susciter un énorme élan collectif.***

C'est cette idée qu'on veut vraiment faire passer ici, dans cette note. Comment on crée quelque chose de grand et de nouveau qui va rassembler toute la société ? Qui ne va pas faire de perdants. Qui va éviter les antagonismes et les rancunes.

Les problèmes étant massifs, les réponses doivent l'être aussi. Et pour changer le monde, il faut tout de même donner envie de s'y coller.

Si tu crois que l'on peut espérer convaincre des millions de personnes de voter pour un programme de deux cents pages bourré de propositions pour augmenter de 4,3 % ceci ou de 2,2 % cela, c'est toi qui rêves.

Il faut y aller fort : c'est le principe d'un *New Deal*. C'est simple et court, mais ça voit loin et ça mobilise *toute la société*.



RASSEMBLER LES PERDANTS COMME LES GAGNANTS

Insistons donc un peu là-dessus, si tu le veux bien. C'est quoi un vrai projet alternatif, qui voit grand ? Il faut faire rêver, il faut imaginer un vrai avenir souhaitable.

Faire rêver, t'es bien gentil, mais c'est la triste réalité qu'il faut changer, pas la vie rêvée des anges...

Sans aucun doute, mais ce que je veux dire, c'est qu'il faut être capable de mobiliser la société dans son ensemble. Que les perdants du système puissent espérer à nouveau. Et que les gagnants du système ne pensent pas qu'ils ont tout à perdre.

C'est la quadrature du cercle, déjà que la « convergence des luttes » c'est pas simple, ou que même à gauche, à la Nupes, ils ne s'entendent pas sur tout...

C'est parce qu'il y a tant de luttes, tant de sujets ! Nous, on ne pense pas pouvoir mettre d'accord tout le monde sur tout.

Au contraire, nos propositions se cantonnent volontairement à des mesures économiques, relativement neutres : trouver de l'argent pour pouvoir produire mieux et travailler mieux. Nous nous concentrons sur la révolution écologique. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas d'autres révolutions à mener, mais le Sink Tank ne travaille pas ces sujets, ce sont des questions politiques, nous on s'occupe plutôt de l'économique.

C'est pourquoi nous sommes convaincus qu'entre les diminutions d'impôt, les services publics renforcés, le revenu citoyen et des acteurs économiques qui payent les dégâts écologiques à leur juste prix, on tient une base qui peut rassembler les « perdants ».

Rassembler les perdants, c'est une étape indispensable, mais ce n'est que la première étape.



Et la seconde, c'est de rassembler les gagnants ?

Exactement. Si on veut réunir la force nécessaire à un changement de fond, qui ne fasse pas s'écrouler notre société, il faut que le plus grand nombre soit d'accord, y compris ceux qui tiennent les rênes du système.

Faire le plus grand nombre de gagnants possible, c'est s'assurer que les « gagnants » actuels ne vont pas devenir des « perdants ». Que ce n'est pas eux seuls qui vont financer le changement.

Les gagnants, au sens large, ce sont ceux qui sont dans une situation économique favorable (emploi, revenus, confort, place la barre ou tu veux, chacun se sentira ou non « gagnant »), les particuliers comme les entreprises, y compris les plus riches.

Les associer, c'est leur épargner de réaliser qu'au rythme où se creusent les inégalités et notre bilan carbone, le changement de modèle finira par advenir, que ce soit volontairement ou dans la violence. Mieux vaut, pour eux comme pour nous tous, l'anticiper plutôt que le subir, sinon, nous serons *tous* perdants. Si les inégalités continuent à se creuser, la situation sociale sera difficilement tenable. L'ascenseur social, qui a tourné à plein régime pendant les Trente Glorieuses, est en train de redescendre, et la chute est brutale. Il ne faut pas croire que les élites sont aveugles. Elles savent que pour conserver leurs privilèges, elles devront, à un moment ou à un autre, transiger. L'arrivée au pouvoir du Rassemblement national, de plus en plus plausible, ne semble plus trop déranger nos dirigeants. Le mouvement des Gilets jaunes avait été un avertissement mieux entendu.

Mais au-delà de ces considérations d'intérêt bien compris, vouloir éviter de faire des perdants, c'est fondamental. La peur de perdre son petit confort, même s'il est tout relatif, c'est le premier frein au changement. Rassurer sur ce point est indispensable pour recueillir l'adhésion. Notre société, malgré sa dépression, reste une société de confort. Elle doit le rester, et elle doit même le devenir plus largement pour tous.



Enfin, associer les gagnants actuels, c'est aussi se rappeler qu'on ne peut pas réformer, en l'état de notre tissu social, en ne demandant des efforts qu'à une seule partie de la population. On l'a suffisamment vu, on ne peut pas lancer une taxe carbone si les porte-containers, les avions et les poids lourds bénéficient d'exonérations.

Notre approche renverse le problème : plutôt que de demander à certains de porter à leurs frais la réforme, on va faire en sorte que chacun y gagne. Un bénéfice pour chacun, plutôt qu'un poids pour certains.

Mais ce sont bien les plus riches qui sont responsables. Ils doivent payer davantage !

Attention à ce genre « d'évidence ». On pense qu'il faut plutôt que chacun paye sa part.

En tout cas, si tout le monde y gagne, toi aussi, tu vas y gagner. Économiquement, si c'est ça qui t'intéresse. Mais tu vas aussi éviter une crise démocratique majeure, et une crise environnementale mortifère. Ce n'est pas rien, vu les risques actuels. Tu préfères quoi ? Continuer à lutter en vain contre les riches jusqu'à ce que nous soyons frappés par la catastrophe avant d'avoir remporté la moindre bataille ?

Pour une réforme d'ampleur, il faut le plus large consensus. Il faut l'élan collectif massif de la reconstruction. Un bouleversement de société fera toujours quelques perdants, c'est inévitable, mais il faut être sûr que ce seront de rares cas isolés.

Et puis, les plus riches ont aussi une forte capacité de résistance, voire de répression. Bon courage si tu veux les combattre.

Mais aussi, n'oublions pas que ceux qui dominent ont, en miroir, une capacité forte de changement. Le capitalisme est souple, et dans notre monde de pollueurs, les plus gros pollueurs sont aussi les plus gros acteurs, ceux qui disposent du capital, des ressources humaines et des réseaux de distribution les plus imposants. Ils ont donc un énorme avantage concurrentiel pour



faire advenir un nouveau modèle. Il ne tient qu'à eux de rester les leaders.

C'est pour toutes ces raisons qu'on pense que la réforme ne peut pas se faire sans eux, ni contre eux.

Mais donc, si on « associe les gagnants », ça veut dire qu'on ne va pas prendre grand-chose aux plus favorisés ? Donc qui va la financer votre révolution écologique ? Les pauvres ? Les classes moyennes ?

Ce n'est pas les uns ou les autres. C'est tous ensemble, à proportion égale de la capacité financière de chacun.

Attends, vous voulez réduire les impôts des plus riches aussi ?

On veut que les règles soient les mêmes pour tous, ce qui veut dire que les riches payeront davantage parce qu'ils possèdent et consomment davantage, mais en proportion, chacun contribuerait autant. C'est le principe d'un *deal* : pour un contrat, il faut un équilibre. Il faut que les deux parties aient quelque chose à gagner.

Mais il n'y a pas d'équilibre aujourd'hui, les riches concentrent toutes les richesses...

Et alors ? Tu fais quoi, aujourd'hui pour déconcentrer leur richesse ? Quelqu'un a trouvé la solution miracle ?

Eh bien oui, il y a plein d'idées...

Il y a plein d'idées, depuis des décennies, mais aucune, jamais, n'est proche de recueillir une majorité. Aucune, parce que l'attachement à ce système, même injuste, est trop fort.

Et comment vous vous y prenez pour donner satisfaction à tout le monde ?

Je ne sais pas si l'on peut « donner satisfaction » à tout le monde, mais l'idée est de donner à chacun les moyens de réussir.



LES CERCLES VERTUEUX

Le modèle qu'on propose est un vrai *New Deal* écologique, un accord, un contrat social. Depuis des années, le privé pense pouvoir faire mieux que les administrations dans tous les domaines : les privatisations ont prouvé combien c'est faux. De son côté, le public pense savoir mieux que les entreprises ce qui est bon pour elles : c'est tout aussi faux. Notre principe fondamental est de s'écarter de cette spirale négative pour créer des cercles vertueux, de donner à chacun, aux entreprises et aux administrations, un rôle clair et puissant, chacun dans sa sphère, et de lui donner les moyens d'y exceller. Pousser le capitalisme et l'action publique chacun dans ses qualités, sans que l'un gêne l'autre et, au contraire, les motiver au changement.

Ce *New Deal*, ce sont ces deux points clés : *rassembler la société*, autour d'un objectif commun, *investir dans la révolution écologique*.

Ça peut te paraître peu, mais c'est bien plus qu'un plan d'investissement.

Je vais même aller plus loin : donner corps à cette ambition, ça dessine un nouveau projet de société. En le disant en français, cette fois, c'est un nouveau Contrat social que l'on propose !

C'est quoi la différence ?

Le New Deal, c'est un grand plan économique. Nous, on va même encore plus loin : on pense que c'est l'occasion de revoir notre pacte social de fond en comble : quels services publics, quels impôts... On propose de tout repenser !

Mais c'est un peu ambitieux, non ? C'est même complètement utopique !

Notre slogan, c'est « refaire le monde plutôt que le détruire. » On ne te ment pas :)

Déjà, attention : si quelqu'un te dit « *huh c'est de l'utopie* » ou « *gnagnagna c'est pas réaliste ton truc* », ça veut juste dire que,



consciemment ou non, il n'est pas d'accord avec toi, qu'il ne veut pas de ce que tu proposes.

Sérieusement : l'utopie, ça nous bien fait bien rire. Car tout ça n'est jamais qu'une question d'envie et de volonté.

L'utopie (selon le *Robert Mobile*), c'est un « *idéal, une vue politique ou sociale qui ne tient pas compte de la réalité* ». L'utopie, c'est donc quand la volonté d'action est supérieure aux possibilités offertes par le monde réel. Or, aujourd'hui, c'est exactement l'inverse : nous vivons dans une société tellement riche et intelligente que tout est possible, mais c'est nous qui nous évertuons à ne rien faire, ou à mal faire ! C'est notre « vue politique » qui est limitée, ce sont quelques dogmes ridicules qui nous empêchent d'agir.

L'utopie, c'est aussi croire qu'on va résoudre notre immense crise environnementale avec des demi-mesures à l'horizon 2050, croire que notre modèle économique actuel peut s'adapter facilement, ou croire que ne rien faire vaut mieux qu'agir...

Ça, soyons clair, c'est foutu.

Donc il *faut* penser plus grand, il *faut* inventer quelque chose. Justement, ce qu'on propose, c'est de retrouver le goût de la politique, en revenant aux fondamentaux.

Ce qu'on a en tête, c'est effectivement très ambitieux, mais tu vas le voir, ce n'est pas *compliqué*.

Ce sont des principes simples. On n'empile pas les mesures : on remplace tout un foutoir ingérable par quelques principes limpides. Tu vas voir.



Le Contrat social

C'est comme le Contrat de confiance de Darty ?

Exactement. Mais on avait plutôt Rousseau en tête.

En tous cas, on ne va pas te faire un grand cours de sciences politiques ou de management public, on va juste dessiner à quoi pourrait ressembler, d'après nous, une société nouvelle qui déciderait de traiter sérieusement la crise écologique, et de se refaire, au passage, une santé politique et économique.

Et comment vous faites ça ?

Le nouveau Contrat Social qu'on te propose s'appuie sur une toute petite poignée d'outils et de principes.

Mais ils vont introduire le plus de *bouleversements acceptables possible*. Acceptables, parce qu'ils ne s'inscrivent pas contre des ressorts



psychologiques puissants de notre société, parmi lesquels : la soif d'une plus grande justice, la volonté de consommer, l'incapacité à renoncer au confort, et l'inquiétude financière à tous les étages.

LE CONTRAT SOCIAL

01 - SPHÈRE PUBLIQUE, SPHÈRE PRIVÉE, CHACUN SON RÔLE

Le socle du contrat social, d'une démocratie qui fonctionne, c'est de savoir à qui, comment et pourquoi on donne le pouvoir de décider au nom de la société.

Or, avec la complexification progressive de nos sociétés, il est bien difficile de dire qui fait quoi.

C'est-à-dire ?

Aujourd'hui les entreprises doivent gérer, via les cotisations sociales qu'elles payent, des impératifs sociaux de solidarité : chômage, retraites, santé notamment. Tandis que, de leur côté, les administrations doivent se conformer aux impératifs du marché : concurrence entre administrations et entreprises, concurrence entre territoires, recherche de la rentabilité, soutien généralisé à l'économie et aux entreprises.

Le résultat, c'est que personne ne paye réellement rien à son juste prix : les services publics (et donc les impôts) sont trop nombreux, les charges sont trop élevées, et l'écologie est sacrifiée sur l'autel de la croissance et de l'emploi...

Tout le monde se mêle de ce qui ne le regarde pas, et on paye tout trop cher ou pas assez, notamment parce que notre empreinte écologique n'est pas facturée.

Si notre système économique peine autant, c'est parce qu'il conjugue les problèmes en traitant de façon identique toutes les



activités et toutes les fonctions économiques, privées comme publiques, alors que certaines sont radicalement différentes des autres. Ce qu'on veut faire, c'est rendre à chacun des acteurs son organisation économique optimale. Rappelle-toi : créer des cercles vertueux en renforçant chacun dans son champ propre.

La base, c'est d'identifier et de sécuriser les services publics indispensables, pour savoir à quoi servent nos impôts.

Facile : l'éducation, la défense, la justice, la santé...

Tu dis que c'est facile, mais chaque choix pourrait être débattu sur des centaines de pages...

Alors comment on décide ?

On en reparlera en détail si tu veux, mais notre critère est de retenir ceux qui présentent le plus d'externalités positives lorsqu'ils sont gérés par le public (l'État, pour simplifier).

Mmmm « externalité positive » ?

Une externalité est un « effet secondaire » sur autrui de l'activité d'un agent économique, qui n'est pas intégré dans son prix. Il peut s'agir d'une externalité positive : c'est un avantage gratuit, ou au contraire d'une externalité négative, c'est-à-dire une nuisance qui n'est pas compensée financièrement.

Donne un exemple.

Eh bien, si on regarde les plus anciennes de nos dépenses publiques, celles du roi, les fameuses dépenses régaliennes : la sécurité, la justice et la diplomatie. Ce sont, de toute évidence, des services publics. Cela n'empêche pas que certaines fonctions soient confiées au privé (notaires, huissiers, avocats, surveillance privée, gardes du corps...), mais il s'agit toujours de délégations très partielles, très encadrées et très réglementées. Mais aucun particulier, aucune entreprise ne pourrait parler au nom de son pays, ni prendre des lois, ni rendre la justice et encore moins emprisonner ou exercer une violence sur des citoyens sans ruiner les principes même de diplomatie, de justice, de sécurité. La



moindre milice, police ou armée privée serait la matérialisation cauchemardesque de tous les mauvais films d'action, dans lesquels des armées de figurants acceptent de se faire payer par un méchant pour se faire dézinguer et faire un salto arrière sous les balles du héros.

On peut donc affirmer que ce sont des services publics *exclusifs*. Ici, il n'y a aucun doute : toute intervention du privé annihilerait les externalités positives.

Du coup, en appliquant ce critère, on arrive à une liste de services publics assez courte, très proche de la tienne.

La **sécurité** au sens large : justice (tribunaux et prisons), défense, police et ordre public.

L'éducation au sens large : enseignement, de la petite enfance au supérieur, formation professionnelle, recherche. Selon les sensibilités, on peut leur ajouter la culture, le sport et les loisirs, et si on est sympa, le culte. Comme ces derniers représentent des volumes financiers vraiment faibles, nous les incluons dans le lot, ça évitera des argumentations sans fin :).

La **santé**, évidemment.

On doit aussi ajouter **l'administration**, au sens propre : les dépenses de fonctionnement de base (le coût des mairies, par exemple), mais aussi les affaires étrangères et le Fisc.

C'est tout ?

Ça paraît peu, mais c'est 605 milliards d'euros, ce qui représente tout de même 45 % des dépenses publiques, presque la moitié.

Et tout le reste, ce n'est plus des services publics ?

Il s'agit du socle sur lequel on peut tous ou presque se mettre d'accord. Ce sont les services essentiels, indispensables, ceux qui profitent indiscutablement à tout le monde. Ces services publics, c'est le socle de la République, c'est ce qui fait qu'on forme une société.



Tout le reste, c'est du luxe, c'est de *l'économie*, c'est la loi du marché, mais face à ces services essentiels, c'est autre chose, c'est « une personne égal une voix », c'est la même citoyenneté pour tous, donc ça devrait être, aussi, le même impôt pour tous.

Et c'est pourquoi nous proposons d'en augmenter un peu le volume. À force de coupes pour satisfaire notre système actuel très libéral, on est allé trop loin, il faut restaurer un peu de marges de manœuvre pour ces services déplumés. Je n'insiste pas sur ce point, c'est une question démocratique qui doit être tranchée collectivement, retiens donc juste ce montant d'un peu plus de 600 milliards d'euros de services publics à financer.

Et l'économie alors, tu viens de dire « le reste c'est du luxe, c'est de l'économie »... On fait quoi pour les entreprises, le chômage, la retraite... ?

Voyons ce qui serait juste. Il y a deux choses : le soutien aux entreprises et le soutien à ceux qui n'ont plus de travail, c'est-à-dire la Sécu (chômeurs, malades, familles, retraite).

Commençons par le « soutien à l'action économique ». Il pèse pour 6 % des dépenses publiques totales (au moins 83 milliards d'euros³). Une part conséquente sont des subventions, parmi lesquelles l'ex-CICE. Une autre (petite) partie des dépenses publiques en la matière n'est pas illégitime : financement des réseaux Pôle Emploi, des chambres de commerce, un peu de recherche et développement...

Mais pour le reste, pour l'essentiel, il s'agit de subventions et d'incitations en faveur de certains secteurs économiques.

Ont-elles un sens, sont-elles légitimes ? Faut-il, comme la Commission européenne, traquer les aides publiques ? Faut-il, au contraire, souhaiter un soutien fort de la puissance publique à nos « champions industriels » ? Faut-il encourager les aides

³ Voie bien plus, selon la façon de comptabiliser : en 2018, Bruno Le Maire et Gérard Darmanin (alors à Bercy) avaient avancé le chiffre de 140 milliards, et plus récemment on a même parlé de presque 160 milliards d'euros (étude de l'IRES d'octobre 2022) – mais ce chiffre est post-covid).



publiques versées pour éviter les fermetures d'usine ? Faut-il même offrir des services aux entreprises, faut-il développer des politiques d'attractivité territoriale ?

Bah oui, non ?

Hmmmm, et pourquoi cela ?

Un premier élément de réponse est qu'il faut être bien disposé pour imaginer que ces politiques aient une quelconque efficacité. Cela reste très nettement à démontrer.

Mais raisonnons en termes d'externalités pour vérifier si c'est juste. Y a-t-il des externalités positives à soutenir le secteur privé ?

Si elles existent, elles sont très faibles. C'est, au mieux, un jeu à somme nulle. Car aider tel territoire à se développer, ou tel secteur économique plutôt que tel autre, c'est répartir des ressources rares, mais ce n'est pas créer de nouvelles richesses. Vaut-il mieux dépenser 10 millions d'euros publics pour sauver une usine, ou donner 10 000 euros à 1000 entrepreneurs pour qu'ils créent une entreprise ? Si on soutient le tourisme au Mont Saint-Michel, ne détourne-t-on pas des vacanciers des châteaux de la Loire ? En accordant des exonérations de cotisations sociales sur les plus bas salaires, on tire la grille des rémunérations vers le bas, voire on gâche purement de l'argent en aidant des entreprises qui auraient de toute façon recruté (c'est *l'effet d'aubaine*).

Mais il faut bien soutenir nos champions nationaux ?

Comme les entreprises du CAC 40, détenues par des actionnaires, souvent riches et souvent étrangers ? Et s'ils sont vraiment des « champions », c'est qu'ils n'ont pas besoin de soutien, non ?

Quand bien même, en raisonnant à grande échelle, même si la France se dotait de la plus performante des économies, avec de superbes champions, ne serait-ce pas au détriment du reste du monde, submergé par nos exportations et incapable de nous



vendre le moindre produit ? Le commerce international est, par essence, lui aussi, un jeu à somme nulle à l'échelle planétaire.

En réalité, l'activité économique est un choix perpétuel de répartition de ressources rares. Le marché est plutôt bon pour cela. Si le public aide certains secteurs, c'est toujours « au détriment » d'autres. Sur quel fondement, pour quelle justice ?

On peut nuancer ces propos, en considérant que certaines activités sont tellement stratégiques qu'elles méritent une attention particulière, par exemple, l'agriculture, l'énergie, les entreprises liées à la défense... Mais restons sur le cas général.

À notre sens, parmi ce bloc de dépenses publiques, il ne faut conserver qu'une très faible partie, l'administration minimale des services aux entreprises (Pôle Emploi, Chambres de Commerce), et financer ces dépenses en les facturant aux entreprises.

Donc on lâche ce service public ?

Oui, et en contrepartie, puisqu'on ne donne plus d'argent aux entreprises, on ne leur en prend pas non plus.

Quoi ?

Puisqu'il n'y a pas de raison de « soutenir » l'économie, il n'y a pas non plus de raisons *d'imposer* l'activité économique. Si les deux sphères sont bien séparées, si les services publics qu'on vient de lister sont bien financés par l'impôt, si on considère que les services publics servent à *émanciper les individus*, à *éduquer des citoyens* plutôt qu'à *former des travailleurs*, pour quelle raison irait-on prendre de l'argent à des entreprises dont on vient de dire qu'elles produisent des biens et services « neutres », sans externalité positive sur notre organisation sociale ?

Et le chômage, et la retraite ? On ne prend plus de cotisations sociales ?

Non plus. Ce n'est pas aux entreprises (ni aux patrons, ni aux salariés) de gérer les problèmes sociaux, c'est à la société.



Toutes ces dépenses de solidarité, elles non plus, ne génèrent pas d'externalités positives : elles sont plutôt des actions corrigeant certaines externalités négatives de l'activité économique. Il n'y a pas de « bénéfice » à travailler vieux, ou à s'arrêter à 65 ou 61, ou 52 ans. Aucun critère ne permet de choisir objectivement. De même, s'il est si efficace d'indemniser le chômage, ne faudrait-il pas des indemnités encore plus généreuses, plus longtemps ? Est-ce que ça aide à trouver un travail ? Et quel travail : rémunéré, gratuit à la maison, artistique, ou quoi encore ? Les allocations diverses et variées sont des corrections des défauts du marché du travail, et non des actions produisant des externalités positives.

Et donc on ne fait rien, les gens se démerdent ?

Non, rappelle-toi des mesures qu'on propose.

Vivre décemment, hors de la pauvreté, c'est une question collective, c'est le B.A.-BA de la vie en société. Donc pour gérer cela, on instaure un revenu universel, qu'on finance par création monétaire.

Mais ça fait des sommes énormes ?

Non, on en reparle dans quelques pages, et surtout va voir notre note dédiée à la question⁴.

C'est tout ?

Tu vois autre chose ?

Et l'écologie, on n'en parle pas ? C'est pas un service public ? Pour un think tank écologique vous êtes bizarres !

L'écologie, tu penses bien qu'on y tient, mais est-ce que c'est vraiment un service public ?

On considère que l'écologie, c'est un impératif absolu, que c'est aussi une formidable motivation citoyenne, mais pour autant, elle n'est « que » le résultat de notre activité économique : elle

⁴ Note n°004 *Money Money Money*, en ligne gratuitement sur www.lesinktank.org



régule et elle répare notre consommation et notre production. Ce n'est pas un vrai « *service public* » qui apporte une externalité *positive*, c'est une série d'actions pour corriger les externalités *négligées* de l'activité économique.

Beaucoup des dépenses écologiques actuelles (gestion des déchets, assainissement de l'eau...) sont plutôt des *réparations* qu'un *service*, et d'ailleurs le privé peut s'en acquitter (plus ou moins bien...).

Les dépenses écologiques qui nous intéressent vraiment, ce sont les dépenses d'équipement et d'investissement : transports en commun, énergies renouvelables, rénovation des logements, recherche et développement...

Pour tout cela, ce qu'il faut, c'est une immense ***planification écologique***.

Elle est indispensable, et pour la financer et l'organiser, nous avons imaginé la TVE, une taxe qui lèvera des fonds énormes, pour des investissements massifs. Cette nouvelle façon de penser la production et l'activité économique, on la développe dans la note n°003⁵.

Pour t'en dire deux mots, cette planification permettra, en premier lieu, de financer (pour au moins 50 milliards d'euros) les ***dépenses publiques de transition écologique***. L'administration, elle aussi, doit isoler ses bâtiments, remplacer ses flottes de véhicules, etc. Le secteur public compte pour 10 % de l'empreinte carbone du pays.

Mais elle doit aussi investir, par exemple en construisant des lignes de transports en commun. Et en partant en premier, l'administration motivera l'investissement des entreprises privées. En commandant massivement (auprès du BTP, des industriels des énergies renouvelables...), elle incitera le lancement de la production de biens et services vertueux

⁵ Note du Sink Tank n°003 *TVA vs TVE*, en ligne gratuitement sur www.lesinktank.org



(matières premières issues du recyclage, biens de substitution, services innovants...).

Surtout, une part conséquente des recettes de TVE sera consacrée à ***l'investissement*** : recherche scientifique, subventions, et prêts à taux zéro pour des milliers de projets concrets. La technologie ne nous sauvera pas à elle toute seule, mais elle doit y contribuer, si nous investissons massivement, si nous orientons tous les efforts de recherche dans la bonne direction.

Il faudra donc financer massivement des appels à projet de dimension internationale en matière d'agroécologie, de biomimétisme, de matériaux alternatifs, de recyclabilité, d'énergies renouvelables, de smart grids, de batteries...

Enfin, une part sera également consacrée à la ***coopération internationale en matière de transition***, afin d'encourager les pays les moins vertueux ou les plus pauvres à se donner les moyens d'un développement soutenable. Il ne sert à rien de diminuer notre empreinte si celle des autres explose.

J'arrête là pour l'instant, et te rappelle donc que toutes ces dépenses ne rentrent donc pas dans le champ des services publics financés par l'impôt sur le revenu. Cet impôt, d'ailleurs, il est temps d'en parler :)

LE CONTRAT SOCIAL 02 / UNE FISCALITÉ CLAIRE, SIMPLE ET ÉGALITAIRE

Le deuxième fondement d'une démocratie, après la question de qui fait quoi, c'est qui paye quoi : c'est l'impôt !

Quelle démocratie peut dire qu'elle fonctionne correctement quand personne ne peut citer le nom de plus de dix impôts ?



L'impôt sur le revenu, la TVA, la taxe d'habitation, la taxe foncière, l'impôt sur les sociétés, la CSG... Euh, l'impôt sur l'essence et sur le tabac ?

C'est bien, tu es à huit. Il ne t'en manque juste 475.

Quoi ? Comment ?

Une étude récente de l'IFRAP⁶ s'est amusée à compter tous les impôts divers et variés (les « prélèvements obligatoires »), tiens-toi bien, il y en a 483. Autant te dire que personne, pas même à Bercy, pas même le rapporteur de la Loi de finances, ne peut t'en citer un quart, sans parler des détails de taux, d'assiette ou d'exceptions de chacun.

C'est quoi une assiette ?

Même les mots de base sont compliqués :) T'inquiète, peu importe.

Ce qui compte, c'est que si tu veux changer le monde, un petit peu, c'est pas avec un tableau de bord de 483 boutons que tu vas y arriver, c'est pas en augmentant l'un de 2,43 % et l'autre de 1,72 % que tu vas changer quelque chose. Si tu veux être efficace, il faut un gros levier.

Et il faut surtout que tes citoyens comprennent ce que tu veux faire, qui rend l'argent, et à qui on en pique. Aujourd'hui, plus personne n'en a plus rien à faire des questions fiscales. On attend la petite réforme chaque année pour voir si on va y perdre 200 balles ou y gagner 1 million (selon qu'on est pauvre ou riche), mais honnêtement c'est n'importe quoi. Une démocratie où on ne comprend rien à l'impôt, c'est une démocratie au rabais.

C'est vrai que la loi de finances c'est pas le grand moment de love.

C'est peu de le dire.

⁶ <https://www.ifrap.org/budget-et-fiscalite/la-liste-des-483-taxes-impots-contributions-et-cotisations-en-france>



Et pourtant, c'est essentiel ! Alors, en lien avec ce qu'on vient de se dire, on va chercher à introduire la plus grande justice fiscale collective, et avec un système non seulement juste, mais aussi simple à comprendre. Car pour résoudre nos crises, Il faut que personne n'ait d'excuse, que personne ne se cache derrière la responsabilité d'un autre : la Chine, les assistés, ton patron ou le Gouvernement, ça doit pas « être la faute » de Corinne ou Jean-Marc, ça doit être l'affaire de tous.

Pour ça, il faut que l'effort demandé soit le même pour tous, riches et pauvres, particuliers et entreprises, gros et petits, et qu'il soit égal. Il faut que les responsabilités soient très également partagées, que personne ne soit le passager clandestin de la vertu de son voisin.

Notre proposition est donc toute simple : on va purement et simplement *supprimer tout ce foutoir*, pour le remplacer par *deux impôts* seulement, deux impôts justes, clairs, lisibles, que tout le monde comprend. C'est la base.

Lesquels ?

Maintenant que je t'ai bien teasé le truc, patiente un peu pour les détails, avant ça il me reste encore deux trucs à te dire.

LE CONTRAT SOCIAL 03/ LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ, PAS CONTRE LES INÉGALITÉS

La clé de voute d'un Contrat social est que chacun doit être l'égal de l'autre. Le droit de vote en est le symbole ultime. Comment traduire cette égalité fondamentale dans une société plus résolument écologique ?

La question écologique touchant tous les domaines, c'est l'ensemble de notre organisation économique qu'il faut revoir.



Fin du monde, fin du mois, on va s'en occuper, grâce au Revenu Citoyen, et parce que les emplois foisonneront. Mais pour autant cela, ne veut pas dire que le prisme principal sera d'essayer de réduire les inégalités.

Quoi ? Mais c'est la base ! Tu viens de dire que l'égalité est à la base du Contrat social !?!

Il y a deux ou trois raisons à cela.

D'abord, première raison, si tu veux résoudre les inégalités, tu dois nécessairement poser la question des plus hauts revenus et des plus hauts patrimoines, et de leur contribution (c'est-à-dire combien on leur pique). On vient de dire qu'il est indispensable d'avoir les gagnants avec nous, et aussi que bon courage pour aller au clash avec eux sur ce point. On n'arrivera jamais à les imposer vraiment, donc tant pis, on faire autrement, on ne va ni plafonner leurs revenus ni les imposer davantage.

Mais, mais...

Attends, une seconde...

La deuxième raison, c'est que dès qu'on tente de déterminer les pourcentages d'impôt ou d'aide sociale pour untel ou pour unetelle, ça lance des débats stériles et interminables. Tous ceux qui ont *moins* voudront *plus*, tous ceux qui ont *beaucoup* ne voudront pas qu'on leur prenne *davantage*. C'est la bataille des pourcents, c'est la lutte pour le partage du gâteau, c'est impossible de se mettre tous d'accord. Personne ne sait déjà ce que ça pourrait être, une grosse part de gâteau ?

Vous proposez quoi du coup ?

Une autre vision de l'égalité.

L'égalité qu'on revendique, c'est l'égalité *devant les contributions*. Chacun paye les mêmes impôts. Ceux qui gagnent plus, payent plus, mais tout le monde paye le même *pourcentage*. C'est une égalité proportionnelle. Comme ça, personne ne peut jalouser personne, personne ne peut se cacher derrière les autres en disant que c'est à eux de payer.



De la même façon, avec la TVE, chacun payera pile à la hauteur de sa propre empreinte environnementale.

De la même façon, avec le Revenu Citoyen, chacun fera ce qu'il veut : travailler plus ou moins, épargner plus ou moins, ce sera la fin des « allocs », c'est-à-dire que ce sera la fin de l'assistanat, la fin de « *les feignasses gnagnagna alors que moi je bosse* ». L'assistanat, nous on a rien contre, c'est bien d'assister ceux qui en ont besoin, mais vu le niveau de rage général, faisons mieux, faisons autrement.

Hmmm je vois. Et les inégalités tu t'en fous, les très pauvres et les très riches, c'est pas grave ?

Les très riches, ce n'est pas très grave, tant mieux pour eux - tant qu'ils payent leur incroyable facture environnementale. Le problème, c'est les très pauvres.

Et c'est une autre de nos convictions : si on veut rassembler tout le monde, mieux vaut ne pas viser la fin des inégalités. Car d'un côté, le régime capitaliste n'y parviendra jamais, et de l'autre l'ambition communiste est un peu une chimère. Peut-être que tu y tiens, à la fin des inégalités, mais ce qui est sûr c'est qu'on n'aura jamais une majorité là-dessus, encore moins une majorité qui applique vraiment son programme (par paresse, par mensonge ou à cause de l'adversité), et encore moins une majorité qui pourrait maintenir *durablement* cette ambition. Or, on a besoin d'un peu de temps pour changer le monde.

Ce qu'on vise, donc, c'est ***la fin de la pauvreté, de la précarité et du chômage.***

Car ça, personne ne peut légitimement souhaiter que ça subsiste. Personne ne peut *vouloir* qu'une partie de la population vive dans des conditions matérielles indécentes, que chaque fin de mois soit une angoisse, ou que ceux qui veulent travailler soient privés d'emploi. Là-dessus, on peut se mettre d'accord.

Grâce au Revenu Citoyen, de fait, les inégalités vont un peu diminuer, puisque chacun recevra 900 € par mois. Par ailleurs, avec la révolution écologique, des millions d'emplois vont se



créer, qui vont résorber une autre inégalité, celle entre ceux qui ont un travail stable et les précaires. Chômeurs, personnes sorties des listes Pole Emploi, préretraités, intérimaires, temps partiels subis, tous auront beaucoup plus d'opportunités de trouver un emploi stable et rémunérateur. Ce sera un énorme progrès⁷.

LE CONTRAT SOCIAL 04 / LA TVE ET LE REVENU CITOYEN, POUR UNE PRODUCTION RESPONSABLE

Si la sphère publique et la sphère privée sont bien séparées, ça ne veut pas dire que l'économie peut faire n'importe quoi. Mais tout comme il est important de « rassurer les gagnants », il est tout aussi important de rassurer sur le fait que l'on ne va pas demander à chacun de se priver de tout, qu'on ne va pas glisser vers la *décroissance*, l'un de ces mots qui font tant peur.

Attends, je croyais qu'il fallait de la sobriété ?

Oui, mais pas n'importe comment.

Certes, on pourrait se passer de beaucoup de choses « superflues », mais personne n'est vraiment prêt à renoncer à rien. Et d'ailleurs, concrètement, bien malin celui qui peut trier intelligemment entre l'utile et le superflu. Même les dépenses les plus ostentatoires, stupides, ou même dangereuses (comme les addictions) ne sont pas le fruit du hasard, elles répondent à des ressorts psychologiques complexes. Si la publicité fonctionne, si la société de consommation prospère, c'est parce que le désir est difficile à réprimer.

⁷ Tu en sauras plus dans la Note n°004 *Money Money Money*, en ligne gratuitement sur www.lesinktank.org



Autant que l'attachement de notre société au capitalisme, sa volonté de consommer doit être prise en compte. On ne peut pas proposer un modèle qui imposera, à tous et tout de suite, une restriction drastique de la consommation. Il faut que les incitations soient générales, mais si elles deviennent des impératifs, personne ne soutiendra le projet. Beaucoup préféreront crever plutôt que de renoncer au confort. On préférera croiser les doigts, espérer l'homme providentiel, le miracle technologique, ou se réfugier dans le déni pur et simple.

Ce qu'on propose donc en la matière, c'est juste deux nouvelles mesures : le deuxième impôt, la TVE, pour taxer la responsabilité environnementale, et le Revenu Citoyen pour libérer les gens de la peur du lendemain. Avec ça, on crée un système de cercles vertueux qui fonde un nouveau modèle économique, libéré des carcans de la croissance ou du développement durable. Chacun, entreprises comme ménages, aura l'argent nécessaire pour produire mieux et consommer mieux. Je n'insiste pas sur ces deux mesures, je t'en ai parlé rapidement quelques pages plus haut, et elles sont détaillées dans deux notes dédiées⁸.

Tu as fini ?

Pour les grands principes, oui. Qu'est-ce que tu en penses ?

Nous, il nous semble qu'avec peu de moyens, peu de nouveauté, on arrive à dessiner un nouvel horizon politique et social. La révolution écologique telle qu'on la propose, on est convaincu qu'elle nous offre l'opportunité de repenser notre production et qu'elle constitue une formidable motivation collective, sans braquer les opposants de tous bords.

Cet élan sera mis au service de la volonté de chacun. On va assouplir les contraintes. Celles qui pèsent sur les entreprises, mais on va aussi, en parallèle, faire taire les critiques de l'assistanat : ceux qui veulent travailler moins, voire pas du tout,

⁸ Voir les notes n°003 *TVA vs TVE* pour la TVE et n°004 *Money Money Money* pour le Revenu Citoyen, en ligne gratuitement sur www.lesinktank.org.



seront libres de le faire. On encouragera les grands groupes capitalistes à investir, à s'enrichir, mais on favorisera aussi les formes d'économie alternatives qui produisent souvent bien plus vertueusement.

Si je comprends bien : pouvoir continuer à consommer, mais avec une responsabilité revue, plus d'argent pour tout le monde, et qu'on ne nous oblige pas à porter des chandails dans le Larzac ?

C'est un peu tout ça, et si on le dit un peu plus noblement : une plus grande liberté, mais une plus grande responsabilité.

C'est pas mal.

Merci. Tu veux qu'on parle un peu plus de l'impôt qu'on évoquait tout à l'heure ou t'en as marre ?

Why not, mais fais pas trop long.



Vive les services publics, vive l'impôt

T'as promis un impôt juste, c'est quoi un impôt juste ?

Déjà, c'est un impôt qui permet de payer juste les services publics, pas de subventionner l'économie.

Mwoui, mais encore...



Commençons par un truc basique : c'est un impôt calculé pour financer pile les 600 milliards d'euros de services publics qu'on vient d'identifier.

Parce que les services publics, *ça n'a pas de prix, ça n'a qu'un coût*. Puisque toutes ces dépenses sont indispensables, et que toutes ces dépenses sont au bénéfice égal de tous, alors l'impôt doit être perçu auprès de tous et fondues dans une grande masse non affectée : c'est la définition même de l'impôt. Toutes ces dépenses, c'est ce que la collectivité consent pour le bénéfice indivisible de tous et de chacun.

Alors, si la page était blanche, quel impôt faudrait-il créer ?

Assez logiquement, si les bénéfices sont les mêmes pour tous, les dépenses doivent être financées par des impôts égaux, c'est-à-dire des impôts d'un même taux pour tout le monde (proportionnels), et non par des taux progressifs comme l'impôt sur le revenu. C'est logique : puisque chacun tire des bénéfices identiques de ces services, chacun doit les payer *à proportion*. Il n'y a pas lieu ici de corriger des inégalités. Au contraire, on parle là de tout ce qui permet la plus grande égalité des chances.

Pour financer ces dépenses, ce qui rassemble le plus grand nombre, ce sont les revenus et le patrimoine dont chacun dispose. La façon la plus évidente, la plus simple et la plus juste de financer ces dépenses est donc de taxer les revenus et le patrimoine de chacun. Une portion de ce que chacun possède et gagne est mise en commun pour la vie en société. Il n'y a donc pas de raison d'imposer de façon différente les revenus et les capitaux, ni selon la richesse, ni le lieu de résidence, etc.

On propose donc que tous les impôts, taxes et cotisations actuels soient remplacés par un impôt unique : **l'impôt sur les revenus et le patrimoine (IREP)**.

Il serait versé par les particuliers, son taux serait unique, et il porterait sur tous les revenus (salaires, loyers, dividendes...) et sur tout le patrimoine (immobilier, actifs financiers...), sans aucune exception, niche ou crédit d'impôt.



Mais tu ne peux pas supprimer l'impôt sur le revenu tel qu'il est actuellement, il permet de lutter contre les inégalités !

C'est à peine un sparadrap ! L'impôt sur le revenu focalise toute l'attention, mais c'est une diversion, il ne représente que 5 % des recettes, et il est bourré de niches fiscales qui épargnent les plus riches. Bon débarras !

Et puis, pour les services publics que l'on vient de lister, le but n'est pas de corriger les inégalités, mais de financer notre bien commun, à égalité.

On sait bien que pas mal de gens sont assez attachés à la progressivité, mais elle ne fonctionne pas, soyons lucides. Pire, elle crispe pas mal de monde. Au lieu de contribuer à réduire les inégalités, elle incite les plus riches à tout faire pour éviter tout impôt.

Mais attention, dans l'IREP qu'on propose, on inclue le *patrimoine*, donc on corrige quand même fortement l'inégalité fondamentale, celle entre ceux qui possèdent et les autres.

Et puis, parce qu'il serait égalitaire, il permettrait un meilleur débat démocratique. Si la société veut davantage de soin, d'éducation ou de sécurité, on peut, via ce prix simple, débattre clairement en sachant précisément ce que ça va coûter à chacun. Avec un impôt massif, d'un taux unique, la lisibilité et l'efficacité de l'action publique sont décuplées.

En face, le Gouvernement sait quelle masse de dépenses il doit financer, et quel montant global d'impôts il doit percevoir. Plus besoin de « grand débat national » foireux dans une usine à gaz : non, un vrai débat démocratique grâce à une vision claire des enjeux financiers.

Les services publics augmenteraient (dans notre modèle, on augmente les dépenses d'éducation et de santé, et on diminue un peu la Défense, mais peu importe). Et comme le débat serait plus sain, on pourrait mieux décider de l'amélioration de leur qualité.



Enfin, même si c'est moins important, il y aurait aussi des avantages opérationnels. Avec un impôt unique, le nombre d'agents nécessaires pour gérer la fiscalité (dans le public comme dans le privé), va considérablement diminuer. Le total des dépenses publiques va donc baisser, et la paperasse aussi. Un patron, un micro-entrepreneur, un candidat à l'embauche, tous sauront ce qui leur reste dans la poche une fois déduit l'impôt unique.

Effectivement, tu commences à m'intéresser... Mais concrètement, ça représenterait combien alors ?

Je te rappelle qu'on cherche à financer 600 milliards d'euros environ. Si l'on soustrait quelques rares recettes qui seront conservées (certaines recettes d'exploitation, et une petite part de la TVE affectée à la santé), il reste autour de 525 milliards d'euros à financer.

Cela représenterait un taux d'impôt sur les revenus de 20 % et un taux d'impôt sur le patrimoine de 2,06 %.

Attends, ça fait deux taux ça, tu avais parlé d'un taux unique...

C'est vrai, c'est une petite nuance.

Comme le *patrimoine* représente presque dix fois le *revenu*, c'est en fait le même taux, 20 %, divisé par 9,7, ce qui donne 2,06 %. Le second taux est juste dérivé du premier.

Je comprends. Et donc ça veut dire, si je schématise, que tout le monde paye 20 % et quelques d'impôt, et qu'on est quitte ?

Voilà. Et même, tout le monde y gagne, va voir page 4 si tu ne me crois pas.

Attends, les riches ne payeront pas plus que les pauvres ?



LA SPHÈRE PUBLIQUE : ÉGALITÉ

Les riches payeront un plus gros montant, parce qu'ils ont un patrimoine et de plus hauts revenus, mais ils payeront exactement dans la même proportion que les pauvres.

Par ailleurs, cet impôt simple et sans exception permettra de supprimer toutes les niches dont les plus riches bénéficiaient : une partie de ce qui est perdu en taux d'imposition est compensé en touchant une plus large partie du revenu.

Et puis, ces taux pourraient même être inférieurs, car avec un système égalitaire et un taux assez faible, il faudra en finir avec l'indulgence fiscale. Il faudra rapatrier l'argent des paradis fiscaux : avec un impôt moins confiscatoire, les plus hauts revenus seront incités à rentrer dans le rang. Et ce d'autant plus que les agents du fisc auront un peu plus de temps pour chercher l'argent qui leur échappe aujourd'hui. En augmentant ainsi les revenus imposables, on aura les moyens de réduire encore le taux d'imposition ou, si l'on préfère, de financer des améliorations des services publics.

Et les impôts locaux ? Si tu les supprimes, c'en est fini de la démocratie locale !

C'est une judicieuse observation.

Pour parler des recettes et des dépenses plus clairement, j'ai volontairement agrégé l'ensemble des administrations publiques, nationales comme locales, et des organismes sociaux, comme s'ils ne formaient qu'une entité unique. On parle ici de l'ensemble de l'action publique, globale, pour voir dans quels secteurs elle intervient et pour quels coûts.

À ce stade de la discussion, on s'en tient à ces grands principes. Mais effectivement, il nous paraît plus juste que les impôts, s'ils sont réduits au plus compact et au plus équitable possible, aient tous le même taux au niveau national, sinon on rétablirait une



inégalité entre les territoires. Et puis, sur leur principe même, les impôts locaux, c'est un drôle de pacte républicain : tu trouves normal que l'on puisse payer des montants d'impôt différents selon son lieu de résidence ou d'implantation de son entreprise ? Certes, ces différences entre territoires se comprennent par le besoin de financer des services, d'attirer des habitants, d'attirer des entreprises. Mais faut-il reprendre les mécanismes du marché, poursuivre une concurrence aussi sauvage que ridicule entre les territoires ? Bien évidemment, les collectivités locales recevront toujours leur part de l'impôt collecté au niveau national. Mais il s'agirait d'un simple transfert, les collectivités ne pouvant donc pas voter les taux. C'est d'ailleurs plus ou moins le cas actuellement, puisqu'en 2016, les impôts locaux ne représentaient que 52 % des recettes des collectivités, et moins encore après à la fin du premier mandat Macron.

C'est un peu jacobin votre affaire...

Parce qu'on parle de grands services publics. Pour l'action de proximité sur les territoires, il faudra que l'échelon local soit un acteur puissant de la révolution écologique.

La démocratie locale ne sera pas négligée, bien au contraire, elle sera renforcée par les milliers d'investissement dans tous les projets de transformation écologique, qui seront financés par les territoires via les fonds importants de la TVE. On pourra l'évoquer en détail un autre jour si tu veux creuser le sujet, mais tu m'as demandé de faire court ;)

Et on y gagne tous ?

Bon, ça fait beaucoup quand même. Vraiment, on y gagne tous avec l'IREP, même les riches ?

Alala, quelle vision basement matérielle... Je te rappelle qu'on gagne aussi un nouvel élan, une réconciliation après des décennies de jalousies de tous bords ! Et puis, petit détail, on peut financer la révolution écologique...

Mais tu as raison, voyons cela calmement. Pour pouvoir vérifier, on a fait un petit tableau qui simule ce que tu payes d'impôt selon tes revenus et ton patrimoine, aujourd'hui et si on appliquait la réforme qu'on propose. C'est un peu dense à lire, et l'exercice ne peut pas être parfait, c'est une simulation, mais ça donne une bonne idée des résultats.



LES REVENUS, ÇA DONNE QUOI ?

La réponse est d'évidence si tu as lu la couverture : les bouleversements qu'on propose sont importants, mais calibrés pour ne pas faire (ou presque, nul n'est parfait) de perdants.

| | | REVENU AUJOURD'HUI | | | | | APRÈS NOTRE RÉFORME | | |
|-------|--|----------------------------|--------------|------------------------------|-----------------------------|--|--|----------------|------------------|
| | Profil (1) | Revenus mensuels bruts (2) | Patrimoine | Prestations sociales perçues | Taux d'optimisation de l'IR | Revenu mensuel actuel après prélèvements (3) | Revenu mensuel dans le système IREP (Brut + RC - IREP) | Écart en % (4) | Écart par an (4) |
| 1 | Couple en fin de droits, sans revenu, 4 enfants | 0 € | 0 € | 2 093 € | 0% | 2 093 € | 3 000 € | 43% | 10 880 € |
| 2 | Couple avec 1 SMIC à 2/3 temps + 1 RSA, 2 enfants | 1 000 € | 0 € | 1 673 € | 0% | 2 443 € | 3 200 € | 31% | 9 080 € |
| 3 | Couple, un SMIC, un mi-temps, locataire, 2 enfants | 2 384 € | 0 € | 800 € | 0% | 2 643 € | 4 307 € | 63% | 19 972 € |
| 4 | Couple 2 salaires de 2500€, propriétaires, 2 enfants | 5 000 € | 220 000 € | 130 € | 10% | 3 979 € | 6 022 € | 51% | 24 513 € |
| 5 | Célibataire aisé, salaire 4000€, propriétaire, sans enfant | 4 000 € | 300 000 € | 0 € | 15% | 2 827 € | 3 584 € | 27% | 9 085 € |
| 6 | Célibataire, salaire 4000€, locataire + épargne, sans enfant | 4 000 € | 30 000 € | 0 € | 15% | 2 827 € | 4 048 € | 43% | 14 657 € |
| 7 | Couple salaires 4k€ et 3k€, propriétaires, 1 enfant | 7 000 € | 300 000 € | 0 € | 15% | 5 158 € | 7 184 € | 39% | 24 313 € |
| 8 | Couple salaires 4k€ et 3k€, propriétaires, 3 enfants | 7 000 € | 600 000 € | 150 € | 20% | 5 512 € | 7 268 € | 32% | 21 071 € |
| 9 | Célibataire, salaire 10k€, propriétaire + épargne, sans enfant | 10 000 € | 1 100 000 € | 0 € | 20% | 6 506 € | 7 008 € | 8% | 6 034 € |
| 9bis | " | 10 000 € | 1 100 000 € | 0 € | 50% | 7 050 € | 7 008 € | -1% | -502 € |
| 10 | Couple, salaires 16k€ + 6k€, propriétaire + capital, 1 enfant | 22 000 € | 3 000 000 € | 0 € | 20% | 15 723 € | 15 141 € | -4% | -6 986 € |
| 10bis | " | 22 000 € | 3 000 000 € | 0 € | 50% | 16 865 € | 15 141 € | -10% | -20 682 € |
| 11 | PDG du CAC 40, 5,8M€ /an, capital 40M€, marié avec 3 enfants | 483 333 € | 40 000 000 € | 75 € | 20% | 283 600 € | 320 583 € | 13% | 443 803 € |
| 11bis | " | 483 333 € | 40 000 000 € | 75 € | 50% | 339 193 € | 320 583 € | -5% | -223 316 € |

Simulations par nos soins, sur www.impôts.gouv.fr (IR 2021 sur les revenus 2020) et www.mesdroitssociaux.gouv.fr/votre-simulateur (novembre 2021).

(1) Tous les couples sont considérés comme **mariés** pour optimiser l'IR. La situation des couples non mariés serait donc pire dans le système actuel.

(2) Seuls les revenus d'activité pris en compte. Pour les **revenus du patrimoine**, ils seront imposés à 20% d'IREP, au lieu de l'imposition au barème (placements, loyers) ou, pour les dividendes, à 30% (prélèvement libératoire). Donc celles et ceux qui bénéficient de revenus du patrimoine seront gagnant-es dans l'écrasante majorité des cas.

(3) Revenu disponible après **impôt sur le revenu**, **cotisations sociales** et **CSG/CRDS**. Mais la taxe d'habitation, les taxes foncières, l'IFI, les droits de mutation et les droits d'enregistrement / succession ne sont pas comptés. La réelle situation fiscale **actuelle** de tous les ménages sans exception est donc pire qu'indiquée dans ce tableau.

(4) Logiquement, l'écart réel ferait apparaître des gains de revenus encore supérieurs dans le système IREP si l'on appliquait les impôts ci-dessus.



Pour chacun de ces ménages imaginaires, on considère qu'à partir de revenus assez élevés, ils optimisaient une part de leur impôt sur le revenu. La simulation prend en compte le nombre d'enfants et considère les couples comme mariés, mais évidemment les résultats peuvent varier légèrement selon l'âge des enfants, leur garde, le loyer...

Concernant les très hauts revenus et patrimoines (à partir de la ligne 9 du tableau, on a mis une séparation), la situation est plus difficile à simuler, car l'imposition sur ces revenus est un peu moins claire. D'une part, parce qu'on ne peut pas évaluer le taux d'optimisation fiscale de chacun. Nous avons fait des hypothèses sommaires (de 20 % à 50 % d'impôt que ces ménages parviennent à éviter) pour avoir une fourchette de ce que seraient les revenus disponibles après impôt, avant et après la réforme proposée. D'autre part, parce que j'ai neutralisé les revenus du patrimoine, en considérant que personne n'en percevait aucun.

Pour les très hauts revenus, seul les cas de très forte optimisation fiscale affichent un très léger recul du revenu. Mais en réalité, les gains non apparents dans ce tableau (et qui bénéficient à toutes les catégories de ménages) rattraperont largement cet écart : suppression de l'IFI, des taxes foncières, des droits de mutation (donations et successions), des droits d'enregistrement sur les achats immobiliers...

De plus, l'écrasante majorité des personnes touchant des revenus du patrimoine est aujourd'hui imposée soit au plafond de 30 % (pour les actions), soit en appliquant le barème de l'impôt sur le revenu (pour les autres revenus du patrimoine, les loyers reçus notamment). Cela veut dire une imposition d'au moins 30 % pour les revenus moyens (à partir de la ligne 6 du tableau), et entre 41 et 45 % pour les plus riches, à partir de la ligne 9. Or, dans le système qu'on propose, l'imposition des revenus plafonne à 20 %, ce qui serait donc plus favorable aux revenus du patrimoine.



Même compte tenu de ces réserves, pour les deux dernières lignes du tableau, avec 5,8 millions d'euros bruts de rémunération annuelle, qui correspondent à la rémunération moyenne d'un PDG du CAC 40, il y gagne dans le nouveau système, si son optimisation fiscale actuelle ne dépasse pas 40 % !

Au total, les effets d'enrichissement général et d'égalité devant l'impôt sont bien atteints. Le Revenu Citoyen remplit pleinement son rôle d'augmentation du pouvoir d'achat, en distribuant aux ménages presque cent cinquante milliards d'euros de plus que le système de prestations sociales.

La nouveauté est l'imposition du capital, qui était marginale (taxe foncière, impôt sur la fortune...) ou exceptionnelle (droits de succession, droits d'enregistrement sur les achats immobiliers), et qui devient régulière, à 2,06 % chaque année.

Wah, ça fait une tonne de chiffres là...

Tu veux qu'on te résume ? Win, win, win, sauf si le patron du CAC 40 optimise plus de la moitié de ses impôts, et encore, même lui il doit y gagner grâce à la suppression des autres impôts.

Si on veut pinailler, certains pourront dire qu'il n'est pas juste d'imposer deux fois le capital, en frappant le patrimoine lui-même et les revenus qu'il génère, mais c'est un argument un peu faible (pour des raisons techniques que je t'épargne). Notre système permet aussi d'éviter toutes les niches fiscales, et il empêche que les « supercadres » se fassent payer en actions et dividendes plutôt qu'en salaire pour éviter l'impôt sur le revenu.

C'est en tous cas façon de faire qui nous paraît la plus juste et la plus efficace.

Bon bon bon, il faut que je regarde ça de près...

Ça fait beaucoup d'infos d'un coup, mais tu as vu, on est loin de nos râleries de l'introduction, on a refait le monde sur des bases solides, non ?

Tu ne me feras pas dire ce je n'ai pas dit, mais en tous cas on peut en discuter.

Bon, eh bien on ne va pas se quitter sur un tableau et juste des questions de thunes.

Comme tu es sympa je te pose là un somptueux schéma qui montre l'ensemble des réformes qu'on propose. C'est nos cercles vertueux : une société politiquement plus soudée pour aborder la révolution écologique, une économie soutenue par les baisses d'impôt et le Revenu Citoyen, et une activité économique régulée par la TVE, qui conduira les entreprises à toute allure vers leur propre transition écologique.



Merci, c'est superbe :)

Je t'en prie. J'espère qu'on ta donné envie de refaire le monde avec nous. Va donc lire les autres notes si tu en veux davantage, et surtout, viens en parler avec nous.

Viens !

Tu as aimé ? Soutiens-nous.

Cette note est un dialogue,
elle veut devenir une vraie conversation.

Parles-en à tes proches.

Même à mémé.

Inscris-toi à nos réseaux et partage.



Mieux encore, rejoins-nous.

Adhère à notre association sur :

www.lesinktank.org

Montre que tu veux autre chose.

Nous avons besoin de toi.

« C'est la merde. »

« C'est la merde à cause des cassocés ».

« C'est la merde à cause du CAC 40 ».

« C'est la merde à cause des casseurs ».

« C'est la merde à cause du KKK ».

« C'est la merde à cause du caca. »

Choisis ton poison, c'est la merde. Et dans cette merde se profile une menace énorme, impitoyable, plus étrangère que le plus lointain des migrants, la catastrophe climatique.

Et c'est donc dans un climat de merdier pareil qu'il faudrait qu'on lance – vraiment, sérieusement – la transition écologique ?

Mais qui peut y croire une seconde ?

Il faut plus qu'une *transition*, il faut une *révolution écologique*, qui renouvelle profondément notre société et, au passage, lui redonne un peu le sourire.



REFAIRE LE MONDE
PLUTOT QUE LE DÉTRUIRE

Une note du **Sink Tank**,
think tank citoyen pour
une révolution écologique.

www.lesinktank.org